

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 24/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHEMINEAU LABORATOIRES

93 route de Monnaie
37210 Vouvray

Références : VAT20250447
Code AIOT : 0010000653

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement CHEMINEAU LABORATOIRES implanté 93, route de Monnaie 37210 Vouvray. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEMINEAU LABORATOIRES
- 93, route de Monnaie 37210 Vouvray
- Code AIOT : 0010000653
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Laboratoires CHEMINEAU est spécialisée dans le développement et la fabrication en sous-traitance de médicaments, produits cosmétiques et dispositifs médicaux pour le compte d'autres laboratoires.

Ses activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 04/01/2001, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 28/03/2008, 22/07/2010, 18/12/2012, 10/03/2015 et 05/11/2024.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Pic de pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande d'action corrective	6 mois
10	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Demande d'action corrective	6 mois
11	Respect des VLE des rejets diffus de COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-25	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
12	Mesures en cas de pic de pollution	Arrêté Préfectoral du 05/11/2024, article 2 et 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
4	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
5	Respect des VLE des rejets canalisés de COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-25	Sans objet
6	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Sans objet
7	COV visés à l'annexe III	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7 b)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	COV à mentions de danger	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7 c)	Sans objet
9	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Consultation de la liste des émissaires du site. Consultation des plans des émissaires du site mis à jour le 22/02/2024, faisant figurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> les rejets canalisés: <ul style="list-style-type: none"> des 6 extractions hottes de la centrale de pesée, des cheminées des 2 chaufferies (chaufferie vapeur process et chaufferie confort, soit 3 cheminées au total) les rejets des événements: <ul style="list-style-type: none"> des cuves de stockage des substances COV (2 cuves de 20 m³ de Reflexspray, 2 cuves de 20 m³ d'éthanol, 2 cuves de 20 m³ d'alcool isopropylique), des événements et des soupapes des ateliers de fabrication (3a, 10, 5a, 109, 106B, 110, 143G), accompagnés de photos, des 9 extractions hottes du laboratoire de contrôle qualité (LCQ) <p>Contrôle de la cohérence des plans avec la localisation des points d'émissions visualisés depuis le sol (visite des ateliers et extérieurs) lors de la visite du site. Contrôle de la captation et de la canalisation des émissions de COV dans les ateliers et la centrale de pesée: aucune source de COV non captée n'a été identifiée lors de la visite.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions diffuses
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : La visite du site a permis de visualiser les points d'émissions diffuses suivants: <ul style="list-style-type: none">• les événements des cuves aériennes de stockage des COV (6 cuves de 20 m³ contenant de l'éthanol, de l'alcool isopropylique et du Reflexspray), localisées à l'extérieur des bâtiments,• les événements des cuves de préparation des produits de chaque atelier. Rappelons que les COV émis par les événements non mesurables sont comptabilisés dans les émissions diffuses. Seules les émissions stables et mesurables issues d'un événement (il faut que la vitesse soit suffisante et le débit relativement stable) sont considérées comme canalisées. Pour les opérations de remplissage de l'éthanol et de l'alcool isopropylique dans les cuves, l'exploitant a mis en place la procédure "Gestion du dépôt d'alcool", datée du 27/09/2023, consultée par l'inspection. Les produits solvantés stockés en cuves aériennes sont distribués dans les différents ateliers par un système de canalisations, ce qui évite toute émission diffuse, ou via le poste de distribution solvant, un local placé sous extraction d'air équipé d'un explosimètre permettant de remplir des GRV ou bidons qui sont ensuite acheminés vers les ateliers où ils sont introduits dans les réacteurs par une "pompe vide fût" fixée de façon étanche. L'inspection n'a pas eu l'opportunité de visualiser la mise en œuvre de cette étape du processus. L'exploitant a mis en place un mode opératoire de chargement sous vide des mélangeurs, consulté par l'inspection. Les déchets de produits solvantés sont stockés dans des bidons de 5 à 20 l de contenance, fermés, placés dans des caisses palettes étanches dans un local dédié. Leur gestion est confiée au prestataire SUEZ. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des rejets - mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée :

<p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Consultation des derniers rapports de mesures des émissions atmosphériques (hors chaufferie):</p> <ul style="list-style-type: none"> • rapport Bureau Véritas relatif aux mesures effectuées le 25/09/2020 sur les 6 émissaires de la centrale de pesée ; • rapport Bureau Véritas relatif aux mesures effectuées le 27/11/2024 sur les 6 émissaires de la centrale de pesée, les 9 extracteurs du laboratoire et l'émissaire du local de pesée des liquides. <p>Le laboratoire est accrédité COFRAC sous le n°1-7368, et dispose notamment des agréments suivants (arrêté ministériel du 11 mars 2010) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • agrément 2 : Mesurage in situ des composés organiques volatils totaux (COVT) • agrément 13 : Mesurage in situ de l'oxygène (O2) • agrément 14 : Mesurage in situ de la vitesse et du débit-volume • agrément 15 : Mesurage in situ de la teneur en vapeur d'eau <p>Écart : l'exploitant ne réalise pas de mesure des émissions dans l'air au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé : aucune mesure n'a été effectuée en 2021, 2022, et 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Surveillance des rejets - programme

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats :</p>

Les méthodes de prélèvement et de mesures mise en œuvre sont précisées dans les rapports consultés: notamment norme NF EN 12619 pour le mesurage des COVT et NF EN 15259 les principes de réalisation de la mesure à l'émission (section et site de mesurage, plan de mesures, stratégie d'échantillonnage et rapport de mesurage).

Les écarts aux normes sont indiqués, et leur impact sur la validité des résultats est précisé: aucun impact n'est identifié.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE des rejets canalisés de COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-25

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 20 mg/m³ . Toutefois, en cas d'utilisation

d'une technique permettant la réutilisation du solvant récupéré, la valeur limite d'émission canalisée est portée à 150 mg/m³ , sauf en cas d'utilisation de composés mentionnés au c du 7° de l'article 27.

[...]

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas si les émissions totales annuelles de COV sont :

- pour les installations autorisées à compter du 30 décembre 2000, inférieures ou égales à 5 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés ;
- pour les installations autorisées avant le 1er janvier 2001, inférieures ou égales à 15 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés

Constats :

L'installation n'a pas recours à l'utilisation d'une technique permettant la réutilisation du solvant récupéré. La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est donc de 20 mg/m³.

D'après les rapports des mesures effectuées en 2020 et en 2024, la valeur de 20 mg/m³ n'est jamais dépassée pour le paramètre COV totaux sur les rejets des 6 hottes de la centrale de pesée :

- les valeurs sont comprises entre 0,379 et 10,20 mg/Nm³ exprimé en C sur gaz sec en 2024 ;
- les valeurs sont comprises entre 0 et 6,10 mg/Nm³ exprimé en C sur gaz sec en 2020.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Respect des VLE - conformité aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. [...] Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 : 1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ; 2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
Constats : Voir Point de contrôle précédent: le respect de la VLE COV totaux est actée mesure par mesure (sur des mesures de 30 minutes). Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : COV visés à l'annexe III

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7 b)
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m ³ . En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m ³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m ³ , exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés
Constats : Consultation de la liste des solvants utilisés sur le site, et de leurs fiche de données de sécurité : ils sont au nombre de 6.

Aucun solvant visé à l'annexe III de l'AMPG du 02/02/1998 n'est utilisé sur le site.
Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : COV à mentions de danger

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7 c)
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié :</p> <p>Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p>Le préfet peut accorder une dérogation aux prescriptions des deux précédents alinéas si l'exploitant démontre, d'une part, qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et, d'autre part, qu'il n'y a pas lieu de craindre de risque significatif pour la santé humaine et l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Consultation de la liste des solvants utilisés sur le site, et de leurs fiche de données de sécurité: ils sont au nombre de 6.</p> <p>Aucun COV à mention de danger n'est utilisé sur le site.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des COV
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
Constats : L'exploitant a déposé sous GEREPE son PGS 2024. La déclaration des émissions est cohérente avec le contenu du document. Cependant, comme expliqué dans les points de contrôle suivants, le PGS 2024 contient des incertitudes et/ou des erreurs qu'il conviendra de rectifier dans la déclaration GEREPE 2024 et dans la future déclaration GEREPE 2025. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants (PGS)
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : Consultation du PGS 2024 déposé sur GEREPE. Consultation du PGS 2024_v2 transmis par l'exploitant suite à la visite du 09/10/2025. Une synthèse des différents flux déclarés dans les PGS et de leur évolution entre 2020 et 2024 est présentée dans le tableau et le graphe ci-joints. Ceux-ci appellent les remarques suivantes: <ul style="list-style-type: none"> • les flux I1 varient fortement entre les PGS 2020-2022-2023-2024_v2 et 2021-2024 (augmentation d'un facteur 2) ; • le flux O6 varie de 26 à 46 t entre 2020 et 2024_v2 alors que la quantité de solvants

utilisée est similaire ;

- le PGS 2022 n'est pas équilibré, car les émissions diffuses (calculées par la formule I1-O5-O6-O7-O8) sont négatives ;
- les émissions totales augmentent d'un facteur 10 entre 2020 et 2024 ;
- le ratio émissions diffuses/quantité de solvants utilisée varie de 4,3 à 25,2% selon le PGS.

L'analyse des PGS 2024 et 2024_v2 appelle les remarques suivantes:

- le flux I1 doit évaluer les quantités de solvants utilisés sur le site à partir de la part de solvants contenue dans chaque produit acheté sur l'année et de l'évolution des stocks ;
- le calcul du flux O6 doit être précisé.

L'enjeu de l'évaluation des émissions totales du site par le PGS est important, car il s'agit d'un critère pris en compte dans l'évaluation de l'impact du site sur l'environnement : les émissions du PGS 2024 placent le site au 4ème rang des plus gros émetteurs en COV de la région, et le site est implanté sur le territoire sensible du PPA (Plan de protection de l'Atmosphère) de Tours.

Écart: le PGS 2024 est incohérent avec les PGS précédents. L'exploitant doit reprendre l'évaluation des flux I1, O6 et O7 pour s'assurer de la bonne représentativité des activités du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Respect des VLE des rejets diffus de COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-25

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 5 % de la quantité de solvants utilisée pour les installations autorisées à compter du 30 décembre 2000 et 15 % pour les installations autorisées avant le 1er janvier 2001. Les valeurs limites d'émission diffuses ne comprennent pas les solvants, vendus avec les préparations ou produits dans un récipient fermé hermétiquement.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas si les émissions totales annuelles de COV sont :

- pour les installations autorisées à compter du 30 décembre 2000, inférieures ou égales à 5 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés ;
- pour les installations autorisées avant le 1er janvier 2001, inférieures ou égales à 15 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés

Constats :

L'inspection rappelle que le site étant classé sous le régime de l'autorisation, les exigences en terme d'émissions diffuses de COV sont précisées par l'article 30-25° de l'AMPG du 02/02/1998

"Utilisation de solvants dans la chimie fine pharmaceutique, pour les activités autres que la fabrication de produits pharmaceutiques en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique (notamment extraction, formulation et présentation de produits chimiques finis".
Le site n'est pas soumis à l'AMPG du 13/12/2019 relatif à la rubrique 1978 (qui a été créée en 2019 afin de rattraper les installations visées par le chapitre V de la directive IED qui n'étaient pas visées par une rubrique ICPE).

Ainsi les prescriptions de ces deux arrêtés sont similaires, car elles retranscrivent les dispositions du chapitre V de la directive IED.

D'après le PGS 2024 versé sur GEREPE, les émissions diffuses du site sont négatives, ce qui est physiquement impossible. Cela montre que le bilan de matière des solvants sur le site n'est pas équilibré.

D'après le PGS 2024 version 2, transmis par l'exploitant après la visite, les émissions diffuses sont évaluées à 1 tonne, ce qui représente 0,2% de la quantité de solvants utilisés. Cependant, compte tenu des incertitudes sur le calcul des différents flux de ce dernier PGS, l'inspection ne peut statuer sur le respect de la VLE des rejets diffus de COV.

Écart: l'exploitant n'est pas en mesure de justifier clairement le respect des VLE des rejets diffus de COV. Le PGS 2024 doit être repris, et le PGS 2025 devra intégrer les remarques de l'inspection indiquées au Point de contrôle n°10.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Mesures en cas de pic de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2024, article 2 et 3

Thème(s) : Risques chroniques, Pics de pollution

Prescription contrôlée :

ARTICLE 2 - PROCEDURE D'INFORMATION/RECOMMANDATION

En cas de déclenchement du seuil d'information/recommandation, l'exploitant s'assure de la sensibilisation du personnel et des entreprises extérieures sur l'existence d'un épisode de pollution et sur la nécessité de suivre les recommandations sanitaires et comportementales appropriées en vue de lutter contre les émissions de poussières, de NOx et de COV (transports en commun, covoiturage, limitation des déplacements...).

ARTICLE 3 - PROCEDURE D'ALERTE POUR L'OZONE

Article 3-1 - Mise en œuvre des mesures d'urgence

En cas de déclenchement du seuil d'alerte, l'exploitant met en œuvre les actions suivantes de réduction temporaire de ses émissions de composés organiques volatils (COV) dans l'air ambiant :

Stabilisation et contrôle accru des paramètres de fonctionnement des unités ou installations génératrices de COV ;

Vigilance accrue (par le personnel et les responsables du secteur) sur les process du site concernés par des émissions de COV et sur l'application des bonnes pratiques :

inspection des ateliers,

contrôle de la fermeture systématique des récipients/fûts de produit chimique dès la fin de leur utilisation,

contrôle renforcé de la qualité des réglages machines,

consommation maîtrisée des solvants,

Le cas échéant, limitation des nettoyages industriels au strict nécessaire,

Report de l'ensemble des opérations non indispensables et émettrices de COV à la fin de l'épisode de pollution telles que (liste non exhaustive) :

les travaux de maintenance et d'entretien,

les opérations nécessitant des purges ou des dégazages d'installations,

l'ouverture de capacités et équipements contenant des composés organiques volatils,

l'envoi de quantités importantes d'hydrocarbures et COV vers les bassins de la station du traitement des eaux,

les travaux de réfection, de nettoyage et de peinture par action d'un produit solvanté.

Contrôle journalier du bon fonctionnement des systèmes de traitement des effluents atmosphériques, de leur efficacité (rendement) et isolement des manches percées s'il y a lieu, renforcement des paramètres de suivi ;

Report des opérations de maintenance des systèmes de traitement des émissions à l'issue de l'épisode de pollution ;

Report des phases de tests d'unité ;

Report du démarrage des unités, à l'arrêt au moment de l'alerte, susceptibles d'être à l'origine d'émissions de COV, jusqu'à la fin de l'épisode de pollution ;

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

Constats :

Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection la mise à jour du document intitulé "PLAN DE GESTION DES SOLVANTS", qui précise la procédure à suivre pour réaliser le PGS du site d'une part.

D'autre part, il décrit les "dispositions en cas de pic de pollution" en ces termes:

"Selon l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 août 2024, en cas de pic de pollution, Les Laboratoires Chemineau doivent réduire temporairement leurs émissions de COV.

Dans ce cas, le plan de production sera revu afin de privilégier la production de produit pâteux plutôt que de produits liquides qui sont plus fortement dosés en alcools et donc potentiellement plus émetteurs de COV."

L'exploitant pourrait utilement préciser ces dispositions par une procédure interne reprenant les deux volets de l'APC du 05/08/2024:

- le cas du dépassement du seuil d'information et de recommandation,
- le cas du dépassement du seuil d'alerte

Pour chacun, il doit indiquer la manière dont les prescriptions seront mises en œuvre sur le site.

Écart: l'exploitant n'a pas mis en place de procédure visant à appliquer les mesures de l'APC du 05/11/2024 relatif aux pics de pollution sur son site.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois